



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

**Déclaration liminaire
FSU 60 - CDEN 7 mai 2020**

M. le Préfet,
Mme la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN de préparation de rentrée se tient dans des conditions particulières et inédites qui, disons-le d'emblée, n'incitent pas à la confiance.

Alors que l'épidémie de Covid-19 est loin d'être endiguée, la Président de la République et le ministre de l'Éducation nationale ont décidé, sans aucune concertation avec les organisations syndicales et les fédérations de parents d'élèves de la réouverture progressive des établissements scolaires à compter du 11 mai prochain.

Cette reprise, justifiée par une prétendue lutte contre les inégalités et le décrochage scolaires, se révèle particulièrement anxiogène à la fois pour les personnels et les parents d'élèves et totalement illusoire : nous constatons dans de nombreux sondages et par comparaisons entre les écoles, que les enfants des familles les plus éloignées de l'école, les décrocheurs connus et mis en exergue par cette situation ne veulent pas revenir avant septembre.

Difficile d'être confiant en effet au regard de la gestion incohérente voire mensongère de la crise sanitaire par ce gouvernement comme en atteste l'affaire des masques dénoncée par Médiapart et Libération ; difficile d'être confiant aussi quant aux conditions de reprise alors que le dépistage systématique et massif des personnels et des élèves, pourtant préconisé par les autorités scientifiques n'a pas été retenu ; que les protocoles sanitaires apparaissent difficilement applicables dans les écoles de l'Oise en particulier auprès des élèves les plus jeunes et que leur mise en œuvre fait peser une lourde responsabilité sur les personnels enseignants et en premier lieu les directeurs d'écoles et des mairies. Plusieurs dizaines de maires du département annoncent déjà que les écoles de leurs communes ne rouvriront pas le 11 mai et ils-elles ont raison.

Nous veillerons donc dans les jours, les semaines et les mois à venir à ce que les règles sanitaires édictées soient appliquées strictement afin de protéger nos collègues, nos élèves et leurs familles. Nous serons attentifs aussi à ce que les collectivités territoriales et la hiérarchie de l'Éducation nationale prennent pleinement leurs responsabilités face aux éventuelles conséquences dramatiques de l'épidémie.

Si le protocole sanitaire n'est ni applicable et mis en place, l'école ou l'établissement scolaire ne pourra et ne devra pas rouvrir.

La situation sanitaire a par ailleurs montré la place des services publics, et en premier lieu l'hôpital public, comme bien commun indispensable pour faire face aux crises, comme nécessité pour toutes et tous et en particulier les plus démunis et vulnérables. Il aura malheureusement fallu un désastre sanitaire pour que les services publics et leurs agents se voient « parés de toutes les vertus » par celles et ceux qui n'ont eu de cesse de les dénigrer et les affaiblir depuis 30 ans.

Face à la crise économique et sociale violente qui s'annonce, il apparaît donc comme une évidence de renforcer les services publics.

Or force est de constater en ce qui concerne l'Éducation nationale que les moyens vont faire à nouveau défaut en septembre alors même que les enseignants des écoles, collèges, lycées généraux et technologiques et lycées professionnels vont devoir faire face à des défis pédagogiques considérables. Certes une dotation supplémentaire a été accordée au premier degré et elle est la bienvenue. Mais elle n'en reste pas moins insuffisante. D'autre part les moyens supplémentaires dont va disposer le premier degré proviennent de redéploiements.

Au niveau départemental, comme au niveau national, ces choix comptables touchent essentiellement le second degré. Ainsi les collèges de l'Oise vont accueillir XXX élèves de plus mais ne disposeront que de YYY postes supplémentaires. Quant aux lycées, les effets délétères des réformes Blanquer vont continuer à se faire sentir.

Dans le premier degré aussi, les conditions de rentrée ne sont pas satisfaisantes. La dotation positive de 6 emplois ne permet de répondre à la baisse généralisée de tous les effectifs du département. La FSU exige qu'aucune classe ne dépasse le 25 élèves et 20 en éducation prioritaire. On en est loin.

Merveilleux ! Sauf que d'autres postes auraient pu être mis en place comme des enseignant-es répondant aux besoins des écoles, des remplaçant-es, des RASED renforcés ou augmentés, des classes de TPS pour renforcer la scolarisation des moins de 3 ans très faible dans notre département, des UPE2A pour accompagner les élèves allophones...

Pour ce qui est des fusions d'école. Là où elles sont refusées par les équipes, elles ne doivent pas être mise en place. Pas de report à l'année prochaine, les postes doivent être mis au mouvement. Comment imaginer qu'il soit concevable de se projeter sereinement sur une école fusionnée en l'apprenant au milieu des vacances et à 3 jours du comité technique ? C'est inadmissible et incompréhensible.

Enfin, en laissant la possibilité aux mairies de refuser la fermeture d'une classe dans leur école, M. Blanquer a ouvert la porte aux disparités entre les écoles et la restriction du nombre de postes disponibles pour ouvrir là où les effectifs continuent de monter !

Pour conclure, dans l'Éducation nationale comme dans l'ensemble des services publics, pour notre département comme au niveau national, nos organisations exigent un plan d'investissement massif et le retrait des réformes qui les ont détournés de leur vocation et en les privant de moyens à rebours de l'intérêt général, de l'égalité d'accès pour toutes et tous et des valeurs de solidarité et d'égalité.

Parce que la confiance ne se décrète pas mais se construit, pour engager une refondation sincère du pacte social, le retrait des lois et projets de réforme régressives doit être effectif notamment la loi sur l'assurance chômage, le projet de loi sur les retraites à points et bien sûr la loi de transformation de la Fonction publique dont le premier objectif est la destruction du paritarisme, outil du dialogue social ; dialogue social tant loué aujourd'hui par nos gouvernants.

Pour la FSU de l'Oise, il est donc évident que le monde d'après crise se prépare dès maintenant et qu'elles mettront tout en œuvre pour bâtir une société plus juste, plus émancipatrice dans laquelle la création de richesse rime avec leur partage.